

Secrétariat général

**DIRECTION DE L’EVALUATION, DE LA PERFORMANCE, DE L’ACHAT, DES FINANCES ET DE L’IMMOBILIER**

**SOUS-DIRECTION DE L’ACHAT ET DU SUIVI DE L’EXECUTION DES MARCHES**

**BUREAU DES ACHATS NUMERIQUES**

**ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE  
PREALABLE A LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS**

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de protection du secret de la défense nationale et des informations sensibles :

**la personne désignée ci-après :**

Nom, prénom :

Né(e) le : à :

déclarant avoir toute autorité pour agir en tant que (*fonctions dans l’entreprise*) :

au nom de la société ci-après désignée (*raison sociale et adresse du siège social*) :

***dans le cadre de la procédure de passation DE L’ACCORD-CADRE RELATIF A******La « tierce maintenance applicative de l’application fnaeg-ng »***

Reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de l’annexe 1 « Protection des informations – Confidentialité - Mesures de sécurité » du CCAP de l’accord-cadre.

**s’engage à :**

prendre ou à faire prendre, dans le cadre de l’étude des documents qui lui seront envoyés pour lui permettre de formuler une offre technique et financière aux fins de réalisation des prestations contenues dans le projet de marché précité, toutes les mesures précisées à l’annexe I du CCAP citée ci-avant, pour assurer la non-divulgation de toute information contenue dans lesdits documents, ainsi que ceux dont elle a connaissance ou qu’elle viendrait à connaître, et pour assurer la protection en tout lieu de ces informations et de leur support.

Dans le cas où l’entreprise serait amenée à solliciter des avis en dehors des personnels et établissements dont elle a la charge, elle ne pourra divulguer les documents que lui aura remis le ministère de l’intérieur dans le cadre de la présente consultation, qu’après un accord écrit des services compétents de l’ANFSI.

La même personne ci-dessus désignée reconnaît avoir pris connaissance des articles 419-9 à 413-12 du code pénal, et des sanctions encourues en cas de non-respect des mesures de protection concernant les informations sensibles.

Elle s’engage à obtenir de la part de ses employés, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir dans l’exécution des prestations, une déclaration individuelle attestant que ces employés ont pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu’ils n’ont ni à détenir ni à communiquer des informations sur le déroulement des prestations relatives au site du ministère de l’intérieur précité.

Fait à Le

Signature (*précédée de la mention « Je m’engage » et accompagnée du cachet de l’entreprise*) :

**partie récépissé**

**Le récépissé concerne la consultation pour l’accord-cadre « Tierce Maintenance Applicative de l’application FNAEG-NG ».**

la personne signataire de l’engagement de confidentialité, habilitée à engager la société

*ou*

une personne munie d’une délégation de pouvoir délivrée par la personne signataire de l’engagement de confidentialité

Je soussigné:

|  |
| --- |
| [*NOM-Prénom*] |

Certifie avoir reçu ce jour via la plateforme PLACE les annexes 12 à 18 du CCTP  :

* Annexe 12 : Spécifications fonctionnelles FNAEG
* Annexe 13 : Spécifications fonctionnelles PRUM
* Annexe 14 : Spécifications techniques PRUM
* Annexe 15 : Spécifications PRUM TIGRE demi-interface
* Annexe 16 : Spécifications TIGRE PRUM demi-interface
* Annexe 17 : Spécifications fonctionnelle TIGRE
* Annexe 18 : Manuels utilisateurs